



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 102 / 8 MARS 87

[1988]

CESSEZ-LE-FEU: L'INITIATIVE SANDINISTE, EXPRESSION D'UNE VOLONTE DE PAIX INEBRANLABLE ". Le gouvernement nicaraguayen est animé d'une profonde volonté de paix: c'est ce que montre encore une fois la dernière en date de ses initiatives. En effet, après la suspension par le cardinal Obando des conversations au Guatemala, le 19 février dernier, il a fait une nouvelle proposition: les conversations seront directes et elles auront lieu sur le territoire nicaraguayen. La droite nicaraguayenne critique, une réponse claire de la Contra se fait encore attendre.

L'EMANCIPATION AVANCE ENTRE LA CRISE ET L'AGRESSION . Alors que de multiples activités se préparent pour le 8 mars, Lea Guido, secrétaire générale d'AMNLAE, présente dans une interview les points du programme d'action élaboré un an après la proclamation du FSLN sur la femme et explique la nécessité pour chaque secteur social de l'adapter à son contexte, car AMNLAE est "une somme de mouvements". La position de l'opposition sur la situation de la femme et la lutte au quotidien contre le machisme sont également abordées.

POURQUOI REAGAN NE VEUT PAS D'UN CESSEZ-LE-FEU AU NICARAGUA. Alors que la chambre des représentants n'avait pas encore rejeté la proposition démocrate d'une aide humanitaire à la Contra, Robert Cohen analysait les manœuvres de la Maison Blanche pour détruire ou, à défaut, bloquer le plan de paix. Demander un financement pour maintenir en vie les forces mercenaires, faire échouer les négociations sur le cessez-le-feu et en rejeter la responsabilité sur le gouvernement nicaraguayen, se servir de l'opposition interne pour déclencher la violence et la déstabilisation : tels sont les principaux éléments de la stratégie de Washington. Mais le temps joue contre R. Reagan.

DEUX PROPOSITIONS POUR UN MEME OBJECTIF. Les deux propositions d'aide à la Contra, l'une républicaine, l'autre démocrate, qui ont été présentées à la Chambre des Représentants, correspondent en fait aux types d'intervention prônés par les deux partis: guerre d'usure ou politique de contrainte. Ces deux solutions, en fait, se complètent et représentent de toute façon une ingérence dans les affaires internes du Nicaragua, témoignant de la volonté d'hégémonie affirmée clairement par les Etats-Unis.

COTE ATLANTIQUE NORD: UN PROJET EN DEUX TEMPS, TROIS MOUVEMENTS. Patrimoine culturel des groupes ethniques miskito et criollo, influence quotidienne des Caraïbes, la danse fait partie de la vie de la Côte atlantique. Dans la région nord est en train de s'ouvrir une école qui sera en quelque sorte le musée vivant des danses traditionnelles. Bien que le local nécessite une remise en état urgente, les premiers cours ont lieu, car il faut se préparer pour le festival de Bluefields. "Mayo ya" approche...

LE SALVADOR: VOUS AVEZ DIT "DEMOCRATIE" ? Le président Duarte affirme qu'au Salvador règne la démocratie, pourtant un document de l'Université catholique met en doute la validité des élections qui approchent, destinées à prouver que les accords d'Esquipulas sont appliqués. La démocratie chrétienne et les partis de droite qui se présentent ne mobilisent personne et l'extrême-droite ne propose que le retour des militaires.

EN BREF :

- MASAYA, UNE NOUVELLE FOIS INSURGEE
- "EL NUEVO DIARIO" SANCTIONNE
- CONTROLE SOCIAL : PAS DE GENDARME POUR LES VOLEURS
- NOUVELLE RENCONTRE ONG - GOUVERNEMENT
- ETATS-UNIS : CAMPAGNE ELECTORALE ET POSITION DES CANDIDATS SUR LE NICARAGUA
- DERNIERE MINUTE : ADOLFO CALERO ANNOCE QU'IL NE PARTICIPERA PAS AUX NEGOCIATIONS SUR LE CESSEZ-LE-FEU

40 P. 11481

CESSEZ-LE-FEU: LES INITIATIVES SANDINISTES, EXPRESSION D'UNE VOLONTE DE PAIX INEBRANLABLE

par Roberto García Boza.

Managua, (ANN). Le gouvernement nicaraguayen vient de relancer le processus de négociation sur le cessez-le-feu avec la Contra, qui avait été suspendu le 19 février par le cardinal Obando. Il a en effet proposé que des conversations directes aient lieu les 9, 10 et 11 mars, à Sapoá, près de la frontière avec le Costa Rica.

Humberto Ortega, ministre de la défense, dirigera la délégation du gouvernement nicaraguayen, qui sera également augmentée de la présence de Joaquin Cuadra, vice-ministre de la défense, et de Lenin Cerna, vice ministre de l'intérieur.

La médiation est supprimée, mais le cardinal Obando a accepté d'être témoin des rencontres. Depuis la signature des accords de paix, qui établissent que les Etats centraméricains doivent réaliser toutes les actions nécessaires pour atteindre un cessez-le-feu réel dans le cadre de leurs constitutions respectives, le gouvernement nicaraguayen est le seul qui ait réussi à avancer dans ce sens.

Les initiatives sandinistes respectent étroitement le texte d'Esquipulas et vont même plus loin, démontrant une volonté de paix sans faille et mettant à nu les projets guerriers de la Maison Blanche.

L'attitude du gouvernement nicaraguayen, qui est passé d'un décret unilatéral de cessez-le-feu (du 7 octobre au 7 novembre 1987, n.d.l.t.) à la nomination du ministre de la défense et membre de la Direction nationale du FSLN Humberto Ortega, ainsi que des vice-ministres de la défense et de l'intérieur, pour avoir avec la Contra des conversations directes sur le territoire nicaraguayen, est, selon les observateurs, l'effort maximum que l'on puisse faire pour trouver, le plus rapidement possible, la solution d'un conflit conduit et financé par le gouvernement des Etats-Unis depuis 1981. L'initiative de la rencontre directe, que les Contras ont été obligés d'accepter sous peine de s'isoler encore davantage sur le plan politique, est aussi une réponse à l'impasse dans laquelle se trouvaient les conversations depuis la dernière réunion à Guatemala.

Cette impasse, pour les spécialistes et les observateurs impartiaux, est due essentiellement au fait que le cardinal Obando s'est auto-attribué des pouvoirs que la fonction de médiateur ne comporte pas de façon implicite, c'est-à-dire qu'il a posé des conditions au dialogue, l'éloignant de son objectif et passant sur les points de convergence qui, s'ils avaient été approfondis, pouvaient contribuer à résoudre la question névralgique de la négociation: le cessez-le-feu.

A travers les déclarations de Pedro Chamorro, homme de paille des Etats-Unis au sein de la direction de la Contra, il a été reconnu que la position adoptée par cette dernière a été éminemment tactique, et a permis à l'administration de R. Reagan d'avancer l'argument que, en plus de financer la guerre, elle facilite la négociation, essayant ainsi de maintenir au Congrès le consensus sur l'aide militaire. Le rejet de cette aide a fait dire à P. Chamorro qu'on ne peut exécuter une manœuvre militaire quand on est en position de faiblesse, faisant même allusion à la possibilité d'annuler la participation de la Contra aux rencontres.

Les conversations directes accélèrent, si la volonté existe du côté de la Contra, la pleine application de tous les points contenus dans le document d'Esquipulas, puisque le cessez-le-feu est une condition sine qua non.

L'idée est de parvenir à la paix pour ensuite développer et appliquer tous les principes démocratiques que les accords d'Esquipulas reconnaissent comme difficiles dans des pays qui connaissent la guerre, surtout quand il s'agit de l'agression d'une superpuissance.

Les spécialistes politiques qui ont approfondi la réflexion sur la lettre et l'esprit d'Esquipulas ne comprennent pas les critiques faites par divers partis de droite et la porte-parole des Etats-Unis, Phyllis Oakley, selon lesquelles les conversations directes vont retarder le processus de concertation. Ils comprennent d'autant moins que ce sont les mêmes secteurs politiques qui exigent depuis le début que les conversations soient directes et aient lieu au Nicaragua.

Tout indique que la Contra comme la droite essaient de gagner du temps pour voir ce que peut faire la Maison Blanche contre le gouvernement sandiniste, bien que les conditions actuelles soient difficiles. Le sandinisme, avec son bon sens et sa volonté de paix à toute épreuve, a coupé court à toutes les tactiques et toutes les manœuvres du gouvernement des Etats-Unis, ce qui a eu des répercussions dans les sphères de décisions de ce pays.

Les réflexions que pourraient faire à ce propos les milieux influents conduiront peut-être à une révision de fond de la politique extérieure des Etats-Unis, lesquels ont choisi pour l'instant l'affrontement avec les pays latino-américains qui essayent de défendre leurs intérêts et de suivre leur propre chemin.

L'EMANCIPATION AVANCE ENTRE LA CRISE ET L'AGRESSION

par Sergio Ferrari.

Managua (ANN). Parler de l'émancipation des femmes au Nicaragua ne peut se faire en dehors du long processus engagé depuis tant d'années par toute la nation, d'abord pour se libérer de l'oppression, ensuite pour construire la victoire populaire et à présent pour la défendre. La logique du mouvement féminin est profondément marquée par l'état de sous-développement et par le destin de la nation.

Interrogée sur les motifs et les défis actuels dans le secteur féminin, la secrétaire générale de l'Association des femmes "AMNLAE" annonce d'entrée de jeu: "L'émancipation avance entre la crise économique et l'agression militaire et c'est cela l'apport de la femme à la défense de la révolution".

ANN: Quel est l'objectif numéro un de la femme nicaraguayenne dans une situation aussi complexe que celle que vit actuellement le pays?

Lea Guido: Aujourd'hui nous proposons un plan de lutte en neuf points qui est le programme politique du mouvement des femmes, appelé à être mis en oeuvre dans les mois et les années à venir. Ses orientations économiques, sociales et politiques constituent un apport qualitatif à ce processus révolutionnaire et un approfondissement de la démocratisation de toute la société - commencée en 1979 et non avec Esquipulas -, et cela passe par le foyer. En effet, nous luttons pour que des relations plus égalitaires s'établissent au sein même de la famille entre homme et femme, c'est-à-dire pour rompre les relations de pouvoir qui existent là et se répercutent dans la communauté, dans la vie politique et sociale.

ANN: Quel est le rapport entre cette plateforme et la proclamation du FSLN du 8 mars 1987 ? quelles sont les grandes lignes du nouveau programme d'AMNLAE ?

Lea Guido: La proclamation de l'an dernier représentait la position officielle du front sandiniste, tandis que cette nouvelle plateforme est le programme politique du mouvement des femmes. Comme point essentiel, elle inclut la lutte pour la paix, la défense et la survie car ne l'oublions pas, nous ne vivons pas dans un pays de chimère, mais au Nicaragua. Elle introduit également une nouvelle forme d'action politique. La lutte pour l'émancipation de la femme ne peut pas être isolée du combat global de notre pays. Autres points: le droit de la femme à travailler et à occuper n'importe quel poste dans n'importe quel domaine de même que la consolidation du processus afin que la présence de la femme à des postes de direction politique et sociale soit plus grande et plus effective. Notre plateforme n'oublie pas non plus l'effort à fournir

pour que les tâches qui incombent traditionnellement à la femme (garde et santé des enfants, travaux ménagers) soient assumées par la famille. La communauté et la société toute entière.

Nous ne croyons pas que la multiplication des appareils ménagers dans les pays industrialisés ait entraîné l'émancipation. Certes ils facilitent le travail, mais ils ne dégagent pas obligatoirement la femme de la responsabilité ménagère. La libération touche l'essence humaine de la personne, de l'homme, de la femme. D'autres revendications se réfèrent à l'éducation sexuelle pour les hommes et les femmes, non seulement pour connaître ce qui a trait à la reproduction, mais aussi à la sexualité, au corps, au libre choix pour la femme d'avoir ou non des enfants et les relations qu'elle veut.

Dénoncer la manipulation de la femme comme objet dans les médias et l'éducation est un autre aspect de la nouvelle plateforme.

Ann: Mais dans quelle mesure ce programme peut-il se concrétiser dans la vie quotidienne de chaque femme, celle qui vit à la campagne, à la ville, à la frontière, celle qui travaille dans le secteur productif, dans l'administration publique ...?

Lea Guido: Ce programme reprend nos vieux chevaux de bataille et sélectionne les plus importants, marquant ainsi ou blesse le bât de la subordination mais toujours en tenant compte de notre situation particulière. Nous pensons qu'il doit devenir un outil de travail politique, de sensibilisation, de mobilisation et organisation et chaque secteur social doit sur la base de ces orientations élaborer son plan de lutte spécifique. Par exemple, dans les quartiers, des discussions vont être engagées avec les femmes au foyer ou vendeuses à domicile, même chose dans les usines avec les ouvrières et les cadres. Il convient de rappeler qu'AMNLAE est une somme de mouvements.

C'est un mouvement de femmes au foyer, d'intellectuelles, de cadres, d'ouvrières et si des éléments communs nous unissent toutes, nous nous distinguons aussi par des éléments de classe, par nos activités professionnelles avec des dynamiques différenciées. Bien que le facteur classe sociale ne soit pas le plus déterminant, nous devons toutefois le prendre en considération et ne pas exclure qu'il puisse mener à une rupture sociale. Notre engagement pour 1988 consiste à vouloir concrétiser les neuf points de notre programme afin qu'ils se transforment en actions et qu'ils aient un impact social.

ANN: Ce programme politique peut contrarier certaines femmes, ici et à l'étranger, qui pensent que la libération féminine est un processus indépendant de la vie politique.

Lea Guido: A mon avis, un mouvement de femmes doit être politique car telle est l'émancipation. C'est un acte conscient, nous ne pouvons pas nous soustraire à la lutte du Nicaragua. C'est pourquoi, indépendamment des dynamiques sectorielles des intellectuelles, des cadres, des paysannes, des ouvrières, il y a trois axes fondamentaux à assurer. Premièrement, la lutte pour la paix et contre la violation des droits de l'homme par l'administration Reagan. Cela passe par la dénonciation du machisme qui s'exprime comme prototype à ces niveaux politiques et par la condamnation de toute la violence liée à la guerre d'agression, donc contre notre condition de femme et particulièrement de femme-mère. Deuxièmement, la dignité de la femme: nous voulons défendre plus activement les femmes battues. Dignité nationale et dignité féminine vont pour nous de pair. Enfin, la mise en place de stratégies de survie: nous sommes en pleine crise économique et la guerre a engendré des problèmes structurels avec les populations déplacées, les veuves et les orphelins de guerre ... Ces mesures de survie cherchent à introduire de nouvelles propositions en ce qui concerne le ravitaillement, les soins aux enfants, sans que le rôle traditionnel de la femme soit renforcé. Il ne faut pas que la femme apparaisse comme l'unique responsable de ces activités. Cette conception est celle prônée par la droite.

ANN: Quelle est la position actuelle de l'opposition interne au sujet de la femme?

Lea Guido: Elle n'a rien de neuf, c'est la même que celle que l'on a observé au Chili, manipuler les sentiments de la femme, la duper politiquement en l'utilisant à des fins économiques ou contre la défense du pays, en usant de chantage. De même faire valoir une conception machiste envers la femme sans parler de sa libération, bien au contraire en renforçant son rôle traditionnel.

Cette conception a peu de chance de trouver un écho ici, surtout si nous allons de l'avant avec les nouvelles orientations, si nous faisons progresser une nouvelle forme d'agir sur le plan politique conjointement à la lutte pour la transformation de la condition féminine.

ANN: Note-t-on des succès dans la vie quotidienne de la femme, sur la question du machisme?

Lea Guido: Au cours de l'année passée, il y a eu une grande sensibilisation. Le fait que le FSLN, comme parti au pouvoir, ait une position officielle clairement définie - c'est la seule force nicaraguayenne qui depuis 1969 ait parlé d'émancipation - est un facteur fondamental et cela a créé une nouvelle dynamique qui, pour jeune qu'elle soit, n'est pas sans avoir quelques résultats positifs à son actif. D'une part, elle a ouvert un espace pour pouvoir poser une série de questions et de problèmes qui, auparavant, étaient clandestins et tabous. D'autre part, elle agit sur les hommes et un certain nombre d'entre eux comprennent mieux la condition de la femme. Dans un pays comme le notre, c'est une première victoire.

Il est important de répéter que nous ne concevons pas notre lutte comme allant contre les hommes, mais à eux de remettre en question leur conscience masculine qui n'est pas toujours la meilleure. D'où notre mot d'ordre "ensemble, en tout".

Nous aspirons à une société juste et égalitaire où femmes et hommes peuvent s'épanouir et cela passe par un travail politique auprès des hommes. Nous devons lutter pour améliorer la condition de la femme tout en faisant pression sur les hommes pour qu'ils s'interrogent sur la leur.

POURQUOI REAGAN NE VEUT PAS D'UN CESSEZ-LE-FEU AU NICARAGUA?

par Robert Cohen

Washington, 27 fév. (ANN). A la veille d'un nouveau vote du Congrès américain sur l'aide aux contras et à quelques jours de la reprise des négociations au Guatemala entre les représentants du gouvernement nicaraguayen et les mercenaires, il est plus clair que jamais que le président Reagan ne veut pas d'un cessez-le-feu au Nicaragua. En effet, contre toute raison, il a encore l'espoir de renverser par la force le gouvernement sandiniste. Lorsque le Congrès a rejeté sa demande d'aide logistique et militaire le 3 février dernier, on a demandé à R. Reagan ce qu'il ferait maintenant avec les contrerévolutionnaires. Les aider, a-t-il répondu sans équivoque, malgré l'interdiction explicite inscrite dans l'accord de paix d'Esquipulas.

La thèse du gouvernement des Etats-Unis est que, sans la pression militaire des contras, Managua fera machine arrière avec les mesures de démocratisation adoptées dans le cadre de l'accord de paix, afin de consolider "un système totalitaire" qui - selon la Maison Blanche - reste une menace tant pour la région centraméricaine que pour les Etats-Unis.

Dans une conférence de presse, donnée le 24 février, le président Reagan a dit que les autorités sandinistes avaient immédiatement profité de la décision du Congrès pour menacer le seul quotidien libre au Nicaragua "la Prensa" et rejeter la proposition de cessez-le-feu formulée par le médiateur, le cardinal Obando.

Après avoir allégué que l'URSS avait doublé l'envoi d'armements au Nicaragua pendant les deux premiers mois de cette année, R.Reagan a insisté sur l'importance d'apporter aux contras une aide militaire et "non létale". Finalement, il a trouvé préférable de canaliser l'aide par la CIA, faisant remarquer qu'il serait insensé de charger le Pentagone de contrôler ce programme (comme les démocrates le proposent) car cela exposerait les forces militaires américaines à une situation de combat, chose que

le gouvernement des Etats-Unis essaie d'éviter en Amérique centrale depuis le début. Mais quelle est la situation réelle ?

Depuis le 7 août dernier, date à laquelle les cinq présidents centraméricains ont rejeté le "plan Reagan" et ont signé le plan Arias, Washington a fait tout son possible pour maintenir en vie l'option militaire écartée par ses alliés régionaux et par le Nicaragua dans un front commun pour la paix. La signature de l'accord d'Esquipulas a surpris la Maison Blanche alors qu'elle subissait encore les effets de la crise politique déclenchée par le Contragate et alors que R.Reagan entrait dans une phase délicate à moins d'un an de l'élection présidentielle.

Après plusieurs semaines de fortes critiques (pour R. Reagan, les accords ont le défaut fatal de ne pas exiger la suspension de l'aide soviétique au Nicaragua), Washington a dû accepter Esquipulas comme un cadre temporel pour sa politique de toujours: renverser le gouvernement sandiniste. Il n'y avait pas d'autre solution: l'accord avait reçu l'appui unanime de la communauté internationale et du parti démocrate et le président Arias s'était vu décerner le prix Nobel de la paix.

L'avenir proposé aux contras dans les accords de paix (déposer les armes et s'intégrer à l'opposition civique) n'était évidemment pas acceptable. Il fallait montrer qu'un tel denouement serait impossible à cause de la non exécution des accords de la part du Nicaragua et de son intransigeance dans les négociations pour un cessez-le-feu.

Enfin, il fallait en finir avec le processus de paix, rejeter la responsabilité de l'échec sur le gouvernement sandiniste et reprendre l'offensive militaire, cette fois-ci avec l'appui des alliés centraméricains et des démocrates. Le premier objectif - prouver la non exécution des accords au Nicaragua - a été entravé par leur mise en application effective. En dépit des accusations de Washington, répétées maintes fois, il est un fait que le gouvernement du FSLN a été le plus responsable dans l'accomplissement de ses obligations et qu'il est même allé au-delà de ce qui était nécessaire, appliquant une série de mesures-clés de l'accord sans attendre que les autres pays - comme le Honduras et les Etats-Unis - en fassent autant. Le rapport que la Commission internationale de vérification et suivi (CIVS) a soumis aux présidents à San José était clair là-dessus. Ce qui par contre a réussi c'est l'effort des Etats-Unis pour focaliser toute l'attention sur le Nicaragua - sur sa situation interne - en dispensant, dans la pratique, les autres gouvernements centraméricains de tenir leurs engagements.

En même temps, les Etats-Unis ont pu bloquer, jusqu'à présent, l'établissement du mécanisme délicat de vérification "in situ" inscrit dans les accords de paix, vérification qui, évidemment, mettrait en péril l'infrastructure d'appui à la contre-révolution en place dans les différents

pays d'Amérique centrale. La dissolution de la CIVS, qui a signifié, de fait, la mise à l'écart des groupes de Contadora et d'appui ainsi que de l'ONU et de l'OEA, a constitué, indubitablement, un autre succès de la stratégie étasunienne contre le processus de paix.

Mais Washington a échoué dans sa tentative de détruire le processus comme tel. Malgré les pressions exercées, le sommet de San José n'a pas enterré Esquipulas qui continue d'être le cadre obligatoire pour les actions de tous les acteurs régionaux et extra-régionaux du conflit. Autrement dit, les règles du jeu établies au Guatemala le 7 août, qui considèrent que la Contra est illégitime, sont toujours en vigueur.

Cet état de fait est reflété par le refus de l'aide militaire aux contrerévolutionnaires de la part du Congrès le 3 février, refus présenté par la majorité démocrate comme un vote en faveur de la paix. Cependant ce coup politique contre R. Reagan ne signifie pas la fin de l'appui américain aux mercenaires, qui pourraient recevoir prochainement de nouveaux fonds, contrairement à ce qui est établi dans le plan de paix. L'idée est de maintenir les contras comme une force viable, soit grâce à l'aide "non létale", prônée par les démocrates, soit moyennant l'aide militaire défendue par R.Reagan. Un nouveau débat et un nouveau vote vont avoir lieu cette semaine au Congrès et on ne voit pas clairement laquelle des deux options - l'une un peu moins mauvaise que l'autre - prévaudra en fin de compte.

A Washington la bataille politique sur l'avenir des contras a eu des effets néfastes sur les négociations pour un cessez-le-feu.

La conduite de la délégation antisandiniste - qui vise à retarder et à faire diversion - est une preuve que, tant qu'existe la possibilité d'une aide américaine, les contras refuseront tout accord sur un cessez-le-feu. La suspension subite des conversations à Guatemala et les déclarations postérieures du cardinal Obando, disant que c'est de la faute des Sandinistes, ont mis en doute sa capacité de médiateur impartial et en péril l'avenir même des négociations.

Mais la Maison Blanche a profité de la prolongation des négociations et des débats au Congrès pour mettre en oeuvre un autre aspect de sa stratégie: celui de la déstabilisation interne, destinée à réussir dans la sphère politico-économique ce qui n'a pas pu être obtenu dans le domaine militaire. Au moyen de manifestations de rues violentes, de campagnes mensongères dans les médias de l'opposition, du boycott du dialogue national par les partis de la droite, du financement officiel ou secret des groupes d'opposition et de provocations de toutes sortes, les Etats-Unis veulent forcer la main des autorités sandinistes.

Ils s'emploient à affrontements de plus en plus vifs, afin de faire naître aux Etats-Unis une situation politique favorable à la reprise de l'aide militaire à la Contra, voire à l'intervention militaire directe. Le renversement du gouvernement révolutionnaire continue d'être l'objectif principal de la politique extérieure de R.Reagan, mais le temps est devenu son pire ennemi. Il lui reste moins d'une année comme président et c'est une année électorale, ce qui limite son champ de manoeuvre. Ni la Contra ni l'opposition interne, faible et divisée, ne représentent, au Nicaragua, une alternative viable.

DEUX PROPOSITIONS POUR UN MEME OBJECTIF

par Norma Cuadra.

Managua (ANN). La discussion au Congrès des deux propositions de financement de la Contra, le 3 mars, paraît dérisoire face à un continent engagé dans la construction de son propre projet de survie. La requête des démocrates et celle des républicains n'étaient pas contradictoires et l'Amérique latine le sait.

Tandis que les Républicains ont plaidé en faveur d'une guerre couverte, demandant l'envoi de 36 millions de dollars par le biais de la CIA, les Démocrates ont proposé 30,4 millions qui auraient été transmis par le Pentagone sous le contrôle de la Commission de surveillance du Congrès, jetant ainsi les bases institutionnelles d'une guerre légale, explicable devant l'opinion publique américaine et, dans une certaine mesure, signifiant au monde entier que la politique dite du "destin manifeste", conception d'hégémonie mondiale, reste à l'ordre du jour et même trouve un certain regain.

Il était clair, par les caractéristiques du vote, que la confrontation entre démocrates et républicains est une escarmouche sur la forme: tandis que R. Reagan dirige une guerre d'usure contre le Nicaragua, Jim Wright défend une politique de contrainte. Mais la dispute n'est pas sortie des règles du jeu habituelles qui veulent que le consensus bipartite soit généralement assuré par des solutions de compromis.

R. Reagan a déclaré que le plan démocrate est trop faible pour que la Contra reste une "force viable". De son côté, David Bonoir, chargé par J. Wright de manoeuvrer parmi ses collègues, a fait remarquer que, dans la proposition démocrate, "il n'y a pas d'aide militaire. C'est une proposition qui encourage le processus de paix et le maintient en vie", occultant que celle-ci donne à la Maison Blanche la possibilité de reprendre le 1er juin prochain le débat sur une aide militaire à la Contra si le cessez-le-feu échoue ou/et si les Sandinistes "n'exécutent" pas les accords d'Esquipulas.

Ainsi les Etats-Unis se sont-ils arrogé le droit d'être juge et partie dans le plan signé par les présidents centraméricains.

Une fois de plus prévaut la politique du bâton.

Mais ce qui empêche la balance d'être en équilibre et invalide les analyses et les projets des "brain trusts", c'est que les Latino-américains, notamment ceux qui ont subi le plus d'ingérences au cours de ce siècle, savent lire entre les lignes et déchiffrer les charades du pouvoir législatif américain: intervention par le biais d'une guerre secrète et/ou intervention par le truchement d'une politique de contrainte.

Les deux propositions sont de toute façon une ingérence dans les affaires internes du Nicaragua. Il est évident que le gouvernement américain (démocrates et républicains) tente de faire échouer Esquipulas en portant la confrontation avec le Nicaragua sur le plan politique et en attribuant à "la Prensa" et à la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN) 220'000 dollars provenant des sections internationales des partis démocrate et républicain, qui s'ajoutent aux 500'000 dollars offerts à l'opposition extra-parlementaire à travers le "National Endowment for Democracy" rien que pour l'année 1987.

Un coup d'oeil au panorama régional rend encore plus évident le déséquilibre existant dans "l'arrière-cour" du géant du nord... Tandis que les projecteurs se concentrent exclusivement sur la scène nicaraguayenne, laissant dans l'ombre la non-exécution des accords par les alliés des Etats-Unis dans la région, le feu a pris au Panama, où les intérêts stratégiques américains ont été protégés par la force.

Les résultats du vote ne rompent pas avec la tradition historique. Même s'il n'y a pas eu, comme certains observateurs le pensaient, synthèse des deux propositions en une demande unique, il est clair que très vite le rideau peut être levé de nouveau pour renouer un débat qui exprime, dans le fond, la soif d'hégémonie que les deux partis ont en commun.

COTE ATLANTIQUE NORD: UN PROJET EN DEUX TEMPS, TROIS MOUVEMENTS

par Isabel Rodriguez.

Puerto Cabezas, Nicaragua. (ANN). Un toit, quatre murs, un plancher fragile, ni barre, ni miroirs... Dans la ville portuaire de Puerto Cabezas une école fait ses premiers pas. Dirigés par le danseur cubain Rigoberto Borrero, 38 élèves vont apprendre sur quel pied danser.

Pendant dix ans, Rigoberto a été danseur et chorégraphe du groupe "Cubata" et a accumulé une grande expé-

rience comme professeur de danses populaires cubaines comme la Contredanse, le Mambo, le Chachacha et le Son. Alliant des techniques folkloriques à la danse moderne, il a montré, dans des cabarets et théâtres de la Havane, des danses d'origine africaine comme Congas, Arara et Yorua.

Trois années consécutives, on l'a élu meilleur professeur de danse de la province de la Havane. Fort de cette trajectoire, il a été l'un des premiers instructeurs de danse populaire à venir au Nicaragua pour de réaliser un travail de solidarité. Avant d'être désigné responsable pour jeter les bases de l'école de Puerto Cabezas, il a partagé son savoir artistique avec des jeunes danseurs de l'école de Managua et de Bluefields.

Le projet avait tout pour enflammer son enthousiasme naturel et émoustiller l'ambition d'un danseur professionnel, puisqu'il s'agit de créer une école où tous les aspects de la culture multi-ethnique de l'Atlantique nord seront représentés. Si les limitations matérielles pèsent sur sa réalisation, l'élément humain est garanti. Dans cette région on est né quasiment pour danser, que ce soient sur les rythmes des Caraïbes comme le Reggae, le Calypso ou le Soka, sur les rythmes locaux comme ceux de la musique criolla avec le fameux Palo de mayo, le Chatis, le Paso doble. Cette dernière danse serait une déformation d'un menuet introduit par les Anglais pendant leurs deux siècles de présence sur la Côte. Les Miskitos ont également leur répertoire de danses mythologiques et de séduction amoureuse. En plus de l'apprentissage de danses locales dans le cadre d'une opération de mise en valeur culturelle seront également au programme des danses du Pacifique et d'autres pays des Caraïbes.

Mais l'absence d'un local adéquat entrave la mise en route.

Il est difficile de donner des cours de technique sur un plancher "déglingué", aussi la première urgence est-elle de le remettre en état pour éviter qu'en faisant leurs exercices un des jeunes danseurs passe au travers. Puis il faudra installer des barres et l'équipement minimum. En attendant, on s'accommode des conditions. L'école a été ouverte et les élèves font leurs premiers pas.

Le but est de former un groupe de jeunes danseurs qui, à leur tour, en formeront d'autres. Les meilleurs éléments seront alors sélectionnés pour créer une école prototype qui sera le creuset des ressources et des potentiels artistiques de cette région caractérisée par la multi-ethnicité, puisqu'on y rencontre les Miskitos, les Sumos, les Criollos et les Métisses.

Depuis la fin de l'année passée, on a commencé à organiser des petits groupes de danse dans cinq communautés rurales indigènes et dans dix quartiers de Puerto Cabezas. Appuyés par les "promoteurs" de la culture, des instituteurs et employés rattachés au centre de recherches de

la Côte atlantique (CIDCA), ces noyaux ont pour tâche de sauver des danses traditionnelles et des rites de sorciers qui se sont perdus. En cela, ils sont aidés par les anciens des communautés.

Le festival de mai approche... " Mayo ya " sera cette année consacré à la rencontre culturelle des deux régions autonomes de l'Atlantique nord et l'Atlantique sud. Fièvre de ses premières évolutions, Puerto Cabezas y participera avec la présentation d'une danse miskita, du Palo de mayo et de danses populaires d'autres pays.

LE SALVADOR : VOUS AVEZ DIT "DEMOCRATIE" ?

par Pablo H. Hurtado.

San Salvador, (ANN). "Le petit Poucet de l'Amérique", ainsi la poétesse chilienne Gabriela Mistral appelait-elle le Salvador. "Une bombe qui peut exploser d'un moment à l'autre" a dit l'ex-président des Etats-Unis, Jimmy Carter, quand étaient à la mode les anciennes dictatures militaires, représentant les 14 grandes familles salvadoriennes qui contrôlaient alors 95 % des ressources nationales. "Une vraie démocratie" affirme maintenant le président démocrate-chrétien, Napoleon Duarte. Où est la vérité ? .

Avec une superficie de 21'393 km², un peu plus de 5 millions d'habitants, une guérilla contrôlant 30 % du territoire, un taux de chômage et sous-emploi qui atteint les 70 % de la population active, un déficit de 800'000 logements, un taux de mortalité infantile des plus élevés de la région et le troisième taux de malnutrition d'Amérique, le Salvador n'est pas précisément un paradis. (Source: statistiques officielles du ministère de la planification du Salvador, 1987).

Néanmoins, le président Duarte parle avec insistance du caractère démocratique du pays et des institutions, surtout maintenant que commence une nouvelle campagne électorale, bien que, si l'on en croit les quotidiens autorisés à paraître, la vague de violence qui secoue le pays ressemble chaque jour davantage à celle qui a chassé les militaires de l'exercice direct du pouvoir. Une analyse faite par l'Université centraméricaine José Simeon Canas, dirigée par des prêtres catholiques, met en doute la validité d'élections, quelles qu'elles soient, dans l'immédiat et fait valoir que celles qui ont eu lieu jusqu'à maintenant "ont apporté la preuve qu'elles étaient incapables de résoudre le moindre problème du pays".

La particularité des prochaines élections - dit le document - est qu'elles naissent de la nécessité de démontrer qu'on exécute les accords d'Esquipulas, mais surtout de celle de redorer l'image du projet politique encouragé par Washington dans la région, principalement dans l'année où le gouvernement de R. Reagan doit présenter

des résultats concrets, après huit ans de gestion. Les quatre élections réalisées depuis le départ des militaires du gouvernement ont affaibli petit à petit l'influence politique de la démocratie-chrétienne, le parti de Duarte, ainsi que celle des autres partis de droite qui vont participer aux élections et qui sont profondément divisés sur la question des candidatures individuelles.

Pour sa part, l'Université nationale du Salvador, à travers l'Institut universitaire d'opinion publique (UDOP), a réalisé un sondage qui révèle que "78,9 % des personnes interrogées considèrent n'être représentées par aucun des partis politiques".

Ce bilan indique aussi qu' "il y a un épuisement du modèle politique marqué par un éventail exclusivement de droite et l'absence de projets capables de rendre, aux yeux du peuple, leur crédibilité aux élections. La plateforme de la démocratie chrétienne, remarque l'Université catholique, n'a pas varié théoriquement, mais "ses objectifs réformistes se sont affaiblis car elle est entrée en rivalité avec ses adversaires dans le petit jeu de la soumission aux Etats-Unis.. Les partis d'extrême-droite n'offrent comme perspective que le retour des militaires, le retour au passé, dans un virage à 180 degrés qui n'est pas davantage une alternative".

Les documents des deux universités et ceux émanant de syndicats, d'organisations d'enseignants et de techniciens et cadres, insistent pour qu'on ouvre réellement l'espace politique afin que la convergence démocratique (une alliance modérée de centre-gauche) se présente comme une alternative. "Que veulent-ils de plus?", a demandé M. Duarte à ce propos. "Ils ont toute la démocratie, toute la liberté, toute l'ouverture politique nécessaire pour développer leurs activités". Mais l'opposition fait remarquer: "Comment peut-il y avoir démocratie là où on répond à l'opposition de centre-gauche par les actions des escadrons de la mort?". Un petit exemple: à peine les dirigeants du Front démocratique révolutionnaire (FDR), Guillermo Ungo et Ruben Zamora, étaient-ils revenus dans leur pays que le major néo-fasciste Roberto d'Aubuisson a dit avoir été menacé de mort, ripostant à son tour: "Il me semble bizarre que les guérilleros veuillent m'assassiner, parce que Ungo et Zamora pourraient connaître le même sort pendant qu'ils sont au Salvador". Et l'université s'interroge: mais quelle est donc cette démocratie ?

EN BREF :

MASAYA UNE NOUVELLE FOIS INSURGEE

Masaya, (ANN). Masaya (à 28 km au sud de Managua) a connu dimanche 6 mars un véritable soulèvement populaire qui rappelait les moments de la lutte anti-somoziste de cette ville. Portant les masques traditionnels des in-

diens Monimbós et levant haut les drapeaux rouges et noirs, les habitants ont fait échec à une manifestation qu'a tenté de réaliser la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN, de droite).

Quelque 500 de ses partisans, réunis dans le cinéma principal (où l'on jouait un film américain intitulé "les mercenaires"), ont voulu faire une marche de protestation contre le service militaire patriotique et contre la politique du FSLN. Un mois auparavant, le 8 février, une manifestation de même nature s'était terminée par l'attaque d'un commissariat de police, la destruction de plusieurs véhicules de l'Etat et d'autres actes de vandalisme.

Mais ce dimanche, plus de 15'000 habitants de Masaya avaient "pris" les rues de la ville, accrochant des banderoles rouges et noires tout au long des rues, pour célébrer le jour international de la femme. A leur tête, un millier de femmes portant le deuil, mères de jeunes tués au combat, lançaient les consignes de "les rues sont au peuple", la droite n'a pas le droit". Il faut dire que dans la manifestation de la droite se trouvait le "mouvement du 22 janvier" composé des mères des ex-gardes somozistes et des contras emprisonnés qui prétendaient faire une "marcha del dolor". "Es una marcha del dolar" a affirmé un dirigeant de la jeunesse sandiniste, faisant allusion au fait que ce mouvement a été créé de toutes pièces.

La tentative de manifestation anti-gouvernementale s'est soldée par un échec: deux minutes après le début de la marche, ses participants se sont heurtés aux habitants de Masaya qui n'ont pas eu peur des coups de bâtons, des pierres et même des armes blanches dont se sont servis certains manifestants de droite. Ces derniers se sont retirés rapidement et les habitants de Masaya sont restés maîtres de leur ville.

EL NUEVO DIARIO SANCTIONNE

Managua, (ANN). Le gouvernement du Nicaragua a suspendu pour trois jours (les 6,7 8 mars) la publication du quotidien indépendant "El Nuevo Diario" pour avoir manqué de respect à la femme, à la journée internationale de la femme et à la loi provisoire sur les moyens de communication. En effet, le quotidien a reproduit le 5 mars une photo accompagnée de sa légende qui venait juste de provoquer la suspension pour cinq semaines de l'hebdomadaire "la Semana Comica".

La photo incriminée représentait une femme à demi nue en train de s'épiler le pubis dans une position équivoque qui suggère qu'elle se masturbe. La légende disait entre autre: "Dès maintenant, les plus représentatives des femmes nicaraguayennes se préparent et se bichonnent pour célébrer le 8 mars". Ces deux publications ont provoqué un tollé général et une grande discussion publique dans le pays et sur les ondes de radios. L'association des femmes nicaraguayennes Luisa Amanda Espinoza

(AMNLAE) a recueilli des centaines de signatures que sa secrétaire générale est allée déposer au ministère de l'intérieur, exigeant l'application de la loi, car la photo et sa légende ridiculisent et outragent les femmes nicaraguayennes et la célébration de la journée internationale de la femme.

CONTROLE SOCIAL: PAS DE GENDARME POUR LES VOLEURS

par Ricardo Pino Robles

Managua (ANN). L'expression "contrôle social" s'est introduite petit à petit depuis 1985 alors que les phénomènes de l'inflation et la spéculation déjà sévissaient. Vu comme l'unique forme de prévenir ou punir les abus des commerçants sans scrupules, ce n'est que depuis la mi-février que les organismes de masse ont réellement commencé à réagir et à agir.

Les mesures de choc qui accompagnent l'opération surprise de la réforme monétaire, préparée dans le plus grand secret par 60'000 personnes et mises en oeuvre les 15, 16 et 17 février, cherchent à ralentir l'inflation. Celle-ci a atteint 1350 % en 1987 et se serait élevée à 13.000 % en 1988 si rien n'avait été fait.

Les décisions prises auront tout leur effet vers le mois de juin et on pense que l'inflation se stabilisera autour de 100 %.

Pour réussir, on vise sur une ample participation populaire, sous les mots d'ordre de "défense du pouvoir d'achat des travailleurs" et "respect des prix fixes".

A cette grande lutte, participent, selon une enquête de l'ANN, 100'000 adhérents de la Centrale sandiniste des travailleurs (CST), 50.000 ouvriers agricoles de l'association des travailleurs de la campagne (ATC), 200 responsables du mouvement des femmes AMNLAE et des milliers d'habitants au niveau de leurs quartiers.

La confédération des professionnels (CONAPRO "Héros et martyrs"), qui compte 13'500 membres, est également présente. Comme chefs d'entreprise, ils veillent à ce que les produits ne fuient pas vers le marché noir.

Le gouvernement s'attaque de son côté à d'autres facteurs responsables de l'inflation. Ainsi une réduction des dépenses publiques, de l'ordre de 10 %, a été annoncée, laquelle se traduira par une compression des fonctionnaires accompagnée d'une réorganisation du service public et par une diminution des investissements d'Etat.

Il faudra attendre quelques semaines avant de voir les résultats de la nouvelle politique économique et des actions parties de la base, et dans quelle mesure l'inflation aura

été enrayerée et, à plus long terme, la production aura pu augmenter. Pour les trois années à venir (1988-90), elle devrait, selon les prévisions officielles, croître de 5 % par an. Pour l'instant, il reste à espérer que le contrôle social, que la population a commencé à exercer sur le plan de la production et distribution des aliments de base, portera ses fruits.

Synonyme de possibilités démocratiques, la participation populaire essaie d'apporter des solutions aux problèmes du pays, actuellement dominés par la situation économique.

NOUVELLE RENCONTRE ONG - GOUVERNEMENT

Managua, (ANN). Les représentants d'environ 50 organisations non gouvernementales accréditées à Managua se sont de nouveau réunis le 4 mars avec de hauts fonctionnaires du ministère de la Coopération externe, afin d'analyser les orientations de la coopération et la poursuite des projets engagés par les ONG au Nicaragua à la lumière des nouvelles dispositions surgies de la réforme monétaire annoncée le 15 février dernier.

Les fonctionnaires du ministère ont rappelé que tous les projets de développement ainsi que l'aide économique au Nicaragua doivent se faire en tenant compte de l'économie de survie. Ils ont aussi confirmé les lignes tracées quelques mois auparavant et réitérées en novembre dernier lors de la grande rencontre des ONG. Ces lignes comportent par ordre d'importance:

- Livraison d'engrais, semences et pièces de rechange.
- Financement pour moderniser l'industrie.
- Aide destinée à répondre aux nécessités de bases de la population, surtout en ce qui concerne l'alimentation.

Ces trois priorités figuraient dans le plan d'actions immédiates soumis dernièrement, avec un succès relatif, par les ministres des Relations extérieures centraméricains aux ministres de la CEE lors d'une réunion à Hambourg. Selon le ministère de la coopération, en 1988 on n'entreprendra pas de nouveaux projets de développement, tous les efforts devant être consacrés à terminer ceux qui sont en cours, principalement ceux qui sont destinés à renforcer la production, tant pour l'autoapprovisionnement que pour l'exportation. Au cours de la rencontre, les représentants des ONG sont revenus avec insistance sur le taux unique de change (1 dollar = 10 cordobas nouveaux), faisant valoir l'impact négatif que celui-ci aura sur les projets de coopération. Cependant, tout semble indiquer qu'aucune exception ne sera faite à la parité du change.

Les représentants des ONG se sont engagés une fois de plus à orienter le travail de leurs organismes respectifs selon les lignes prioritaires pour le développement, déterminées par le gouvernement nicaraguayen et liées à la situation de guerre et à la logique de survie.

ETATS-UNIS: CAMPAGNE ELECTORALE ET POSITION DES CANDIDATS SUR LE NICARAGUA

(ANN). Comme dans les deux précédents bulletins, nous continuons l'examen des positions des hommes politiques qui briguent la candidature à l'élection présidentielle aux Etats-Unis. Cette semaine, il s'agit de Pat Robertson et de Michael Dukakis.

PAT ROBERTSON (REPUBLICAIN):

Le grand téléprédicateur fondamentaliste, qui de manière surprenante est arrivé en deuxième position aux élections primaires de l'Iowa, est l'un des meilleurs amis américains de la Contra, pour laquelle il a collecté des millions de dollars dans son programme de télévision "the 700 clubs". Il est l'auteur d'une étude, publiée dans la revue de la "Heritage Fondation", d'extrême droite, où il explique la nécessité d'aller au-delà du simple appui aux contras pour mettre fin à la menace sandiniste. Selon lui, la Contra doit établir un gouvernement en exil, que Washington reconnaîtrait après avoir rompu ses relations diplomatiques avec Managua. Les Etats-Unis devraient impulser l'établissement d'une tête de pont au Nicaragua et travailler rapidement à renverser le FSLN.

MICHAEL DUKAKIS (DEMOCRATE):

Gouverneur de l'Etat du Massachussets, il rejette l'aide aux contras et a même fait de cette position un des principaux thèmes de sa campagne pour la nomination démocrate.

Au cours des primaires de l'Iowa, il a basé sa propagande électorale à la télévision et dans les radios locales sur l'idée que, avec lui comme président, on éviterait la tragédie d'un nouveau Vietnam au Nicaragua. Il se fait le défenseur de la création d'une association pour le progrès (partnership for progress) avec l'Amérique latine, semblable à l'Alliance pour le progrès du président Kennedy, grâce à laquelle la sécurité des Etats-Unis repose sur la réelle autodétermination des peuples. A propos de la politique de R. Reagan contre le Nicaragua, il a déclaré: "Avons-nous le droit d'intervenir et de renverser un gouvernement parce que nous ne sommes pas d'accord avec lui ? Non, nous n'avons pas le droit. C'est illégal et nous devons comprendre cela".

DERNIERE HEURE:

ADOLFO CALERO ANNONCE QU'IL NE PARTICIPERA PAS AUX NEGOCIATIONS SUR LE CESSEZ-LE-FEU

Managua, (ANN). Le dirigeant contre-révolutionnaire Adolfo Calero, obéissant fidèlement à la Maison Blanche qui souhaite faire échouer la concertation sur le cessez-le-feu, a annoncé le 8 mars à Washington sa décision de ne pas assister aux négociations prévues pour le 9 mars au poste frontière de Sapoá. Prenant prétexte qu'avant de commencer la négociation il fallait qu'il y ait une rencontre préalable pour régler les derniers détails. A. Calero a fait savoir qu'a été désigné, comme lien avec le gouvernement nicaraguayen, le contre-révolutionnaire Roberto Ferrey. Les conversations directes de Sapoá sont converties de fait en réunion préalable.

Le même jour, le secrétaire général de l'OEA, Joao Baena Soares est arrivé à Managua, à l'invitation du président Ortega, pour participer comme témoin aux conversations. Il a déclaré à la presse que tous les efforts que l'on peut faire pour la paix dans la région sont importants pour tout l'hémisphère. La présence de J. Baena Soares ainsi que celle du cardinal Obando, ont été sollicitées par le président Ortega afin qu'ils soient observateurs directs de la concertation.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

